



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 13 octobre 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

La charge républicaine..... 1

Investissement

L'ACIEP et l'investissement bilatéral : consensus?..... 2

Relations commerciales

États-Unis-Chine : quelles perspectives pour la JCCT?..... 4

Études économiques et articles connexes..... 4

Politique commerciale

La charge républicaine

Le 5 octobre dernier, les membres républicains du Comité des voies et moyens de la Chambre basse et du Comité pour les finances du Sénat ont uni leurs forces contre un nouveau règlement du Département du Travail qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2010. Déjà en mai dernier, dans une lettre écrite à la Secrétaire au Travail, Hilda Solis, plusieurs membres hauts placés (républicains) du Comité des voies et moyens avaient exprimé leur opposition face à ce règlement.

Le règlement en question obligera les États à changer, à un coût potentiellement élevé, la façon dont ils administrent les Programmes d'aide à l'ajustement commercial (PAAC). Ce règlement donne aux employés du Service de l'emploi (ES) — aussi appelés « employés de mérite » —, la possibilité d'administrer les PAAC au détriment des entrepreneurs privés. Les employés de l'ES sont presque tous syndiqués et, jusqu'à maintenant, plusieurs États avaient fait appel à des entrepreneurs privés pour administrer les PAAC. Ainsi, les membres du Comité sénatorial pour les finances ont déclaré que ce règlement, une fois exécuté, « causerait des difficultés lorsque viendra le moment de voter sur le prolongement des PAAC en 2010. » De plus, ces membres avancent que la section 239(a)(4) du *Trade Act of 1974*, qui oblige les États à coopérer avec le Secrétaire au Travail dans leur façon d'administrer les PAAC, ne permet pas pour autant au Département américain d'imposer « sa liste d'employés de mérite » aux États. Pour les républicains du Comité sénatorial pour les finances, cette forme de *nomenklatura* va à l'encontre du consensus bipartisan obtenu sur l'amélioration et le prolongement des PAAC dans le cadre du vote sur la loi *American Recovery and Reinvestment Act*.

Selon le Département du Travail, ce nouveau règlement « promouvra la cohérence, l'efficacité, la responsabilisation et la transparence dans l'administration des PAAC. » En revanche, les républicains des deux comités avancent que le Département du Travail « n'a pas montré clairement en quoi la façon actuelle d'administrer les PAAC faisait défaut dans ces domaines. »



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 13 octobre 2009

Le règlement a rencontré la même résistance de la part du Gouverneur démocrate de l'Illinois, Pat Quinn. Ce dernier a déclaré que l'imposition de la méritocratie pour administrer les PAAC risquerait de créer « une approche unique (*one size fits all approach*) qui aura un impact négatif sur notre capacité de servir efficacement nos clients ». Le *Maryland Department of Labor, Licensing and Regulations* ainsi que les membres du Comité pour l'éducation et le travail de la Chambre basse, John Kline, Brett Guthrie et Howard McKeon, se sont également opposés au règlement. En revanche, le règlement a reçu le soutien du *Maine Department of Labor*, du *California Employment Development Department*, de la *American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO) et de la *American Federation of State, County and Municipal Employees* (AFSCME).

Sources : Committee on Ways and Means, « Ways & Means Republicans: DOL Defying Congressional Will on TAA and Reducing State Flexibility to Help Workers », *Press Releases*, October 5, 2009. [En ligne]: <http://republicans.waysandmeans.house.gov/News/DocumentSingle.aspx?DocumentID=148035>. Editorial, « Ways And Means, Finance Committee Republicans Blast TAA Proposed Rule », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 39 - October 9, 2009, p. 12-13.

Investissement

L'ACIEP et l'investissement bilatéral : consensus?

Dans un rapport important, le Comité consultatif pour la politique économique internationale du Département d'État (ACIEP) a présenté ses recommandations quant à la révision du modèle américain sur l'investissement bilatéral. Le rapport de l'ACIEP est centré sur trois domaines : les services financiers, les sociétés d'État (SOEs) et le mécanisme de règlement des différends (investisseurs/États). Le rapport note un manque de consensus au niveau du troisième domaine entre, d'une part, les représentants du secteur privé et, d'autre part, les syndicats, les groupes environnementaux et les associations de protection des consommateurs. Malgré ce manque d'unité, le Représentant américain pour le commerce (USTR), Ron Kirk, a déclaré qu'il était

« *Le rapport de l'ACIEP démontre la complexité des enjeux et leur importance pour les parties prenantes. L'Administration examinera attentivement les positions qui s'affrontent dans le rapport dans le cadre de sa révision du modèle américain sur l'investissement bilatéral.*

— Ron Kirk, *USTR News*, 30 septembre 2009.

satisfait du rapport en ce qu'il démontre la nécessité d'une « plaidoirie multiple » (*multiple advocacy*) au sein de l'Administration sur la nature des options à considérer.

L'ACIEP a constaté un manque de consensus quant au renforcement des standards environnementaux et des normes du travail dans le modèle sur l'investissement bilatéral actuellement en vigueur. Le modèle actuel ne définit pas les normes environnementales comme un enjeu pouvant être porté devant un mécanisme de règlement des différends. De plus, il ne contient pas de dispositions relatives au travail. Le secteur privé avance que l'ajout de ces dispositions rendrait « presque impossible » la négociation de nouveaux Traités bilatéraux sur l'investissement (BITs), car



Ron Kirk



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 13 octobre 2009

tous les autres BITs n'en contiennent pas. Toutefois, le rapport de l'ACIEP révèle un certain consensus quant à l'enjeu de la transparence dans les BITs. En effet, le rapport propose la création d'un « Conseil sur la transparence » pour aider les gouvernements engagés dans les négociations d'un BIT à rendre leurs procédures plus transparentes. Cela dit, cette idée demeure on ne peut plus opaque. D'autres questions furent également l'objet d'un consensus. Par exemple, le rapport propose que les « investissements à but non lucratif » soient couverts par les BITs et que la clause de « l'exception sécuritaire » soit allégée afin qu'elle ne puisse être utilisée par des gouvernements signataires d'un BIT pour justifier des mesures contre les investisseurs étrangers pour des raisons de sécurité.

Au niveau des SOEs, le Comité recommande à l'Administration Obama de considérer l'ajout de « clauses spécifiques » sur l'investissement bilatéral prohibant le contournement et la violation du principe du traitement de la nation la plus favorisée et celui du traitement national. Ces « clauses spécifiques » visent à empêcher les gouvernements signataires d'un BIT de « déléguer leur autorité régulatrice » à leurs sociétés d'État. En revanche, le comité n'a pu parvenir à un consensus quant au subventionnement des SOEs par des prêts gouvernementaux consentis à des taux d'intérêts inférieurs à ceux du marché.

Au niveau des services financiers, l'ACIEP n'a pu s'entendre sur l'abrogation ou le renforcement de la clause de « l'action prudente » contenue dans le modèle sur l'investissement bilatéral actuellement en vigueur. Sous cette clause, un État signataire d'un BIT peut restreindre l'entrée de capitaux étrangers sur son territoire pour des « raisons prudentes » comme, par exemple, le rééquilibrage de sa balance des paiements. Le problème est que ces « restrictions prudentes » violent les protections des investisseurs étrangers. À cet égard, le secteur privé craint un « abus d'usage » de cette clause et demande plus de flexibilité en ce qui a trait à la gestion des flux de capitaux. En revanche, d'autres argumentent que cette clause devrait être renforcée pour permettre une « exemption plus explicite » des obligations gouvernementales sous les BITs, en particulier lorsqu'il s'agit de l'équilibre de la balance commerciale.

Enfin, au niveau du mécanisme de règlement des différends, l'ACIEP est divisé. Les syndicats et les producteurs nationaux avancent que le mécanisme de règlement des différends actuellement en vigueur dans les BITs est « trop généreux » envers les investisseurs étrangers. Une réalité qui, selon eux, « sape la démocratie américaine » en permettant aux investisseurs étrangers de « contester les lois commerciales américaines devant des tribunaux en dehors des États-Unis ». En revanche, les représentants du secteur privé avancent que ce mécanisme est « vital » pour les investisseurs américains lorsqu'ils opèrent dans des marchés étrangers disposant de systèmes juridiques faibles. De plus, selon ces représentants, cette forme de « générosité » n'a pas encore eu d'effets négatifs sur le système juridique américain.

Pour lire le rapport, voir : <http://www.state.gov/e/eeb/rls/othr/2009/130287.htm>

Sources : Erik Wasson, « ACIEP Report on Model BIT Lacks Consensus on Critical Issues », *Inside US Trade*, Vol. 26, No. 38 - October 2, 2009. USTR, « Advisory Committee on International Economic Policy Submits Report on Review of U.S. Model Bilateral Investment Treaty », *USTR News*, September 30, 2009. [En ligne]: <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2009/september/advisory-committee-international-economic-policy>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 13 octobre 2009

Relations commerciales

États-Unis-Chine : quelles perspectives pour la JCCT?

Deux facteurs risquent de refroidir les relations commerciales américano-chinoises dans les mois qui suivent et sont susceptibles de nuire au dialogue bilatéral lors de la rencontre de la *Joint Commission on Commerce and Trade* (JCCT) les 28 et 29 octobre prochains. Ces facteurs sont la décision américaine d'imposer une taxe douanière sur les importations de pneus chinois et celle d'élargir le mandat traditionnel de la JCCT en y incorporant des discussions sur des enjeux commerciaux plus larges et plus « politiques ».

La décision du 11 septembre dernier par le Président des États-Unis, Barack Obama, d'imposer sur une période de trois ans des tarifs spéciaux sur les importations de pneus de fabrication chinoise est le plus important facteur. Cette décision prévoit l'imposition décroissante de tarifs à un taux *ad valorem* de 35 % pour la première année, de 30 % pour la deuxième et de 25 % pour la troisième année. Cette mesure (mise en œuvre sous la section 421 de la loi américaine *Trade Act of 1974*) a été très mal reçue en Chine. Cette décision du gouvernement américain « viole les règlements de l'OMC et constitue un abus des mesures commerciales de sauvegarde », a indiqué le porte-parole du Ministère chinois du Commerce, Yao Jian.

Un autre facteur générant de faibles attentes pour la prochaine rencontre de la JCCT est la décision d'élargir les discussions commerciales bilatérales pour y inclure des questions plus « politiques » telles la transparence gouvernementale, la règle de droit et la politique industrielle de la Chine. Cette décision est perçue par les observateurs internationaux comme courant le risque de diminuer l'efficacité du Forum. En effet, certains de ces enjeux vont « au-delà » du portfolio de l'interlocuteur de la Chine à la JCCT, le vice-premier ministre chinois, Wang Qishan. De plus, soulever ces questions risque de ralentir le processus bilatéral de la JCCT, car du temps précieux qui aurait pu être consacré à résoudre d'autres enjeux plus spécifiques et moins politiques risque d'être perdu.

Source : Editorial, « Experts Say 421, Diffuse Focus, Undermine Chances for JCCT Success », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 39 - October 9, 2009, p. 26.

Études économiques et articles connexes

United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC) and the International Labour Organization (ILO), *The Employment Situation in Latin America and the Caribbean. Crisis in Labour Markets and Countercyclical Responses*, ECLAC/ILO Bulletin, no. 2, 2009, 20p [En ligne]: http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/1/37301/2009-639-Bulletin_2_ECLAC-ILO-WEB.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 13 octobre 2009

U.S. Securities and Exchange Commission, *Strategic Plan (Draft 2010-2015)*, Washington D.C.: U.S. Securities and Exchange Commission, 2009, 55p. [En ligne]: <http://www.sec.gov/about/secstratplan1015.pdf>

Business Software Alliance, *Software Piracy on the Internet: A Threat to Your Security*, Washington, DC: BSA, 2009, 28p. [En ligne]: <http://global.bsa.org/internetreport2009/2009internetpiracyreport.pdf>

John Williamson, «The Case for Regular SDR Issues: Fixing Inconsistency in Balance-of-Payments Targets », *VoxEU.org*, October 2, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1307>

Engelberg Center for Health Care Reform, *Bending the Curve: Effective Steps to Address Long-Term Spending Growth*, Washington D.C.: Engelberg Center for Health Care Reform, The Brookings Institution, 2009, 13p. [En ligne]: <http://www.brookings.edu/~media/Files/Centers/engelberg/BTC/BTC%20Senate%20Finance/Legislative%20Review%20BTC%20SFC.pdf>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

